

Policy paper

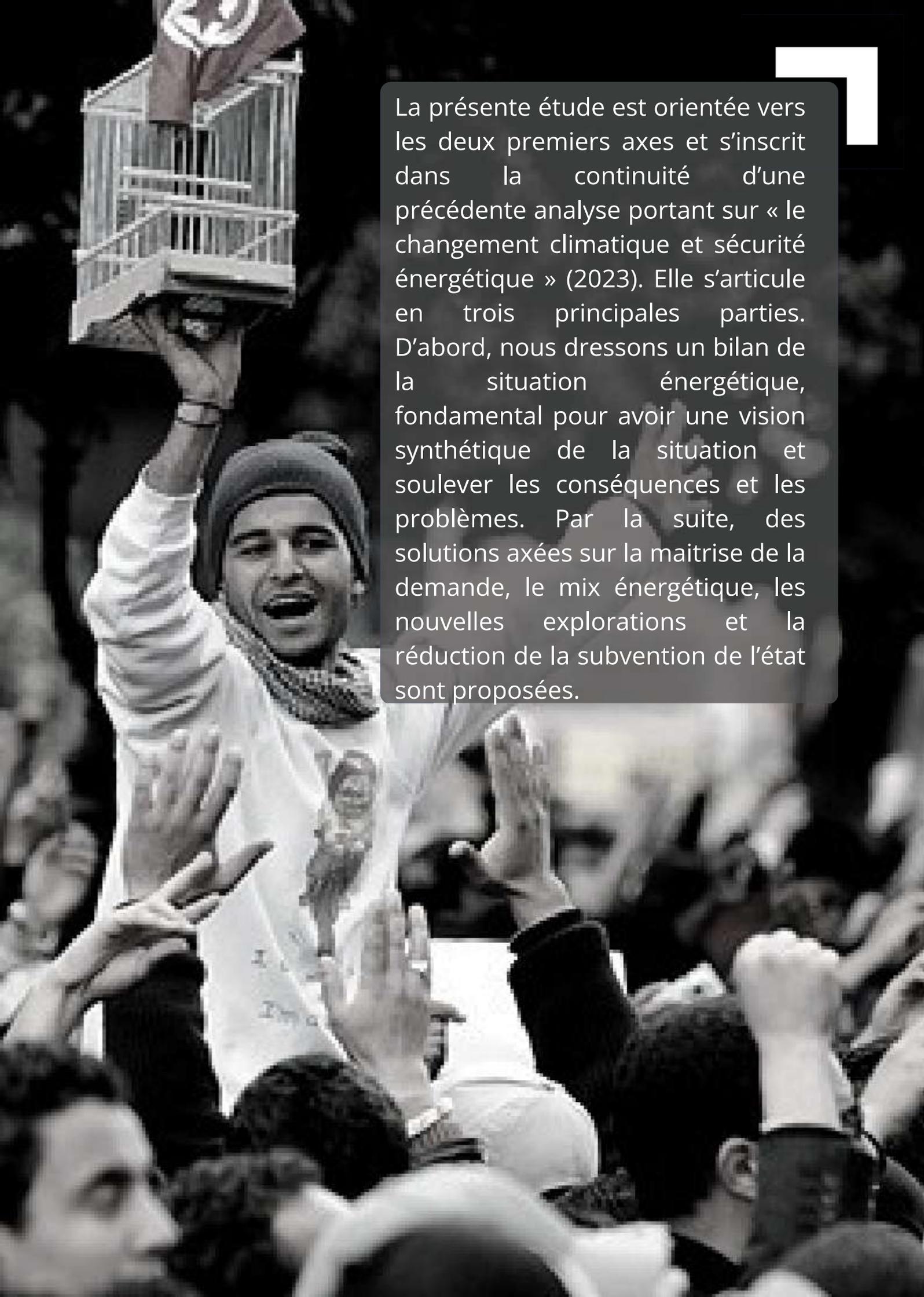
 #101



**Le bilan énergétique de la Tunisie :
enjeux et perspectives d'avenir**

Rim Tekaya





La présente étude est orientée vers les deux premiers axes et s'inscrit dans la continuité d'une précédente analyse portant sur « le changement climatique et sécurité énergétique » (2023). Elle s'articule en trois principales parties. D'abord, nous dressons un bilan de la situation énergétique, fondamental pour avoir une vision synthétique de la situation et soulever les conséquences et les problèmes. Par la suite, des solutions axées sur la maîtrise de la demande, le mix énergétique, les nouvelles explorations et la réduction de la subvention de l'état sont proposées.



Sommaire

I. Introduction

II. Bilan de la situation énergétique

III. Les conséquences du bilan énergétique

VI. Les nouvelles orientations et mesures à prendre

V. Les contraintes et difficultés

1.Introduction

La nouvelle stratégie énergétique en Tunisie adoptée en 2023[1] s'inscrit dans une vision globale de durabilité et une perspective de long terme et porte principalement sur la conception même des systèmes énergétiques. C'est une optique d'évolution basée sur l'optimisation de l'offre et de la demande d'énergie comme fondement de l'économie. L'objectif est d'assurer l'approvisionnement d'une énergie sûre, accessible et abordable en tenant compte de la neutralité carbone de l'économie à horizon 2050. Cette stratégie a été établie dans une conjoncture aggravée par un déficit énergétique, une très forte volatilité du marché mondial pétrolier et par conséquent une hausse de la subvention de l'état dans l'énergie. Il est important de noter que le déficit a été multiplié par presque 10 en 9 ans de 0,6 Mtep[2] en 2010 à 5,7 Mtep en 2019 et il est relativement stable depuis 2020[3]. Les difficultés du secteur de l'énergie peuvent être divisées en trois axes à savoir la sécurité d'approvisionnement, la soutenabilité économique et financière, la durabilité sociale et environnementale. En ce sens, la nouvelle orientation de l'énergie a comme objectif d'apporter des solutions à moyen et long terme et se fonde sur les deux axes essentiels relatifs à l'offre et la demande d'énergie.

[1] Stratégie énergétique de la Tunisie à l'horizon 2035. Synthèse. PNUD

[2] Mégatonne équivalent pétrole

[3] Source : Bilan énergétique – 10 ans d'évolution : 2010-2019. Ministère de l'industrie, de l'énergie et des Mines. Direction générale des stratégies et de veille.

Concernant l'offre d'énergie, elle est basée sur la diversification du mix énergétique avec une meilleure répartition des sources d'énergies. Il est fondamental de favoriser le développement des énergies renouvelables car elles permettent d'améliorer la sécurité d'approvisionnement, de réduire les risques de vulnérabilité économique face à l'augmentation des prix de l'énergie tout en étant plus respectueuses de l'environnement. Il est important aussi d'accorder une grande attention à la réduction de la dépendance vis-à-vis des énergies fossiles. Du côté de la demande d'énergie, il est primordial de réduire la consommation primaire et de favoriser une utilisation rationnelle dans tous les secteurs[4] consommateurs d'énergie. Cette nouvelle perspective est orientée vers trois axes principaux :

- L'approvisionnement énergétique du pays au moindre coût.
- La réduction de la dépendance énergétique
- La contribution à la réduction des émissions de gaz à effet de serre

La présente étude est orientée vers les deux premiers axes et s'inscrit dans la continuité d'une précédente analyse portant sur « le changement climatique et sécurité énergétique » (2023). Elle s'articule en trois principales parties. D'abord, nous dressons un bilan de la situation énergétique, fondamental pour avoir une vision synthétique de la situation et soulever les conséquences et les problèmes. Par la suite, des solutions axées sur la maîtrise de la demande, le mix énergétique, les nouvelles explorations et la réduction de la subvention de l'état sont proposées. Enfin, il est important de mentionner les blocages à dépasser par la nouvelle stratégie.

réduction de la subvention de l'état sont proposées. Enfin, il est important de mentionner les blocages à dépasser par la nouvelle stratégie.

[4] À savoir : l'industrie, transport, bâtiment et territorial

II. Bilan de la situation énergétique

Un diagnostic de l'évolution des composantes du secteur de l'énergie sur la période 2010-2023 est primordial pour l'étude. En effet, les statistiques énergétiques sur l'approvisionnement, les échanges, les stocks, la transformation et la demande constituent la base de l'orientation de la politique de l'énergie.

Nous nous focalisons sur **l'évolution du solde énergétique, le mix énergétique, les ressources d'hydrocarbures et le développement** en Tunisie. En outre, **les prix des cours mondiaux** sont déterminants. Par ailleurs, les indicateurs relatifs à l'énergie sont indispensables à l'évaluation de la situation. Nous nous basons dans la présente étude sur le taux de dépendance énergétique[5].

1. Le solde énergétique

Sur la période 2010-2019, la production primaire nationale a baissé de 39%, soit une moyenne de 5.3%/an[6]. Celle-ci est principalement due au niveau du pétrole brut dont la proportion au niveau de la production totale est passée de 48% à 37% en 10 ans.

La baisse de la production nationale a été suivie par celle des exportations (-55% sur 10 ans équivalent à -8.6%/an en moyenne) et par une hausse de 37% des importations (une moyenne de 3,5%/an).

Ce bilan a conduit à un déficit énergétique multiplié par presque 10 en 9 ans, de 0,6 Mtep à 5,7 Mtep. Il est important de noter qu'en 2021, le déficit énergétique structurel a atteint environ 57% (hors redevance) de la demande d'énergie.

[5] L'indicateur qui correspond au rapport des ressources d'énergie primaire par la consommation primaire.

[6] Source : Evolution_du_Bilan_Energétique_-_2010-2019__06-2023

GLOBAL INSTITUTE FOR TRANSITIONS

INSTITUT POUR LES TRANSITIONS

Ce bilan a conduit à un déficit énergétique multiplié par presque 10 en 9 ans, de 0,6 Mtep à 5,7 Mtep. Il est important de noter qu'en 2021, le déficit énergétique structurel a atteint environ 57% (hors redevance) de la demande d'énergie.

Le tableau ci-dessous relatif au bilan d'énergie primaire, montre qu'en septembre 2023, les ressources d'énergie primaire ont enregistré une baisse de 5 % par rapport à l'année précédente. Cette baisse est due à celle de la production nationale du pétrole brut et du gaz naturel qui constituent 73% de la totalité des ressources d'énergie primaire. Par ailleurs, la part de l'électricité renouvelable (production STEG uniquement) est très faible et ne représente que 1% des ressources primaires. La redevance sur le transit du gaz algérien a enregistré une baisse de 1% en septembre 2023 par rapport à 2022.

Du côté de **la demande primaire**, celle-ci a baissé de 4 % entre septembre 2022 et 2023 principalement à cause du gaz naturel qui a chuté de 6% suite à la limitation des achats de gaz algérien. Pour couvrir la totalité de la demande, la STEG a été amenée à importer de l'électricité. En intégrant la redevance, le bilan d'énergie primaire montre une baisse de 4% par rapport à septembre 2022.

BILAN D'ENERGIE PRIMAIRE ⁶						
Unité: ktep-pci						
	Réalisé en 2022	A fin septembre			Var (%) (c)/(b)	TCAM (%) (c)/(a)
		2010 (a)	2022 (b)	2023 (c)		
RESSOURCES	4708	6111	3568	3402	-5%	-4%
Pétrole ^{(1)(*)}	1695	2939	1278	1225	-4%	-7%
GPL primaire ^{(2)(*)}	109	152,7	84	121	44%	-2%
Gaz naturel	2872	3007	2182	2029	-7%	-3%
<i>Production</i>	1815	2141	1401	1258	-10%	-4%
<i>Redevance</i>	1057	866	782	771	-1%	-1%
Elec primaire	32	13	24	27	11%	6%

GLOBAL INSTITUTE FOR TRANSITIONS

INSTITUT POUR LES TRANSITIONS

DEMANDE	9469	6244	7310	6999	-4%	1%
Produits pétroliers	4571	2931	3427	3345	-2%	1%
Gaz naturel	4867	3300	3860	3627	-6%	1%
Elec primaire	32	12,7	24,1	27	11%	6%

SOLDE						
Avec comptabilisation de la redevance ⁽³⁾	-4761	-132	-3742	-3597		
Sans comptabilisation de la redevance ⁽⁴⁾	-5818	-999	-4524	-4367		

Demande des produits pétroliers : hors consommation non énergétique (lubrifiants+bitumes+W Spirit)

Le gaz naturel est comptabilisé dans le bilan énergétique en pouvoir calorifique inférieur PCI, seule la quantité du gaz commerciale est prise en compte dans le bilan (gaz sec)

Les ressources et la demande d'énergie primaire ainsi que le solde du bilan sont calculés selon l'approche classique du bilan c.à.d sans tenir compte de la biomasse-énergie, ni de l'autoconsommation des champs, ni de la consommation des stations de compression du gazoduc trans-méditerranéen

(1) pétrole brut + condensat usine GPL Gabes (provisoire)

(2) GPL champs hors Franig/ Baguel /terfa et Ghrib + GPL usine Gabes

(3) DEFICIT en considérant la redevance comme étant une ressource nationale

(4) DEFICIT en considérant que la redevance ne fait pas partie des ressources nationales

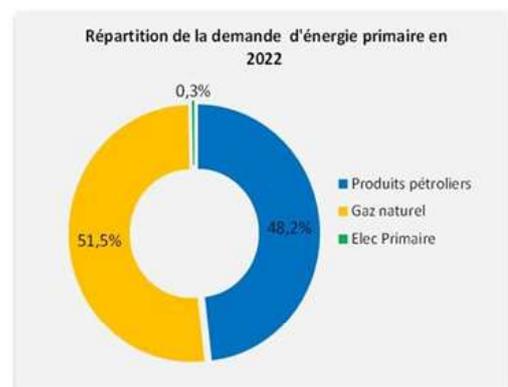
() Données estimées pour le mois de septembre 2023*

Le déficit du bilan d'énergie primaire a diminué de 4% durant les neuf premiers mois de 2023 par rapport à la même période 2022. Celle-ci est essentiellement attribuée à celle de la demande d'énergie primaire. Par ailleurs, la production des hydrocarbures a joué en défaveur de cette baisse. Il est important de noter un déficit relativement stable sur la période de 2020-2023. Le déficit du bilan d'énergie primaire a diminué de 4% durant les neuf premiers mois de 2023 par rapport à la même période 2022. Celle-ci est essentiellement attribuée à celle de la demande d'énergie primaire. Par ailleurs, la production des hydrocarbures a joué en défaveur de cette baisse. Il est important de noter un déficit relativement stable sur la période de 2020-2023.

2. Le mix énergétique

Le mix énergétique est très peu diversifié en notant que le gaz naturel est importé à travers le Transmed de la seule source d'Algérie et du seul fournisseur la SONATRACH

En 2010, les importations étaient de 7% et satisfaisaient la demande d'énergie, en revanche, en 2022, celles-ci ont très fortement grimpées et constituent plus de 50% de la demande[7]

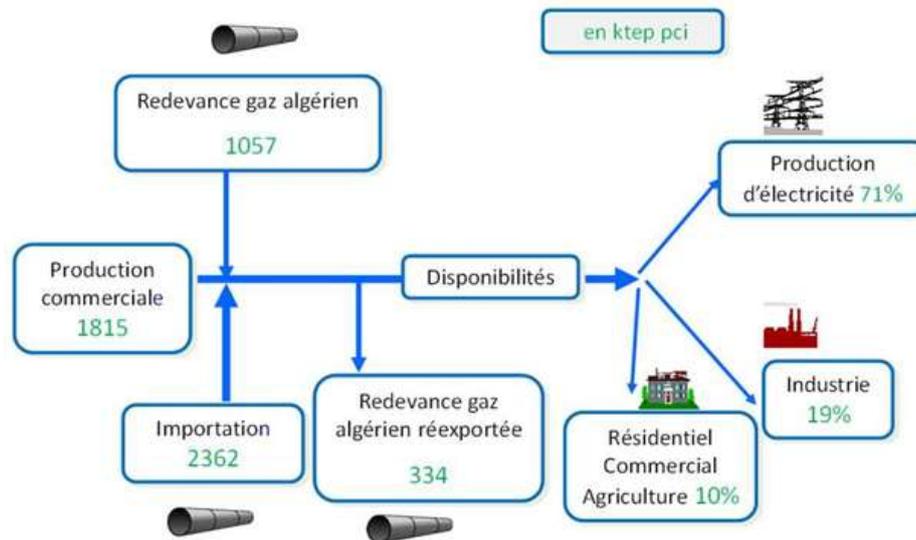


Source : Memento du secteur de l'énergie : Ministère de l'industrie, des Mines et de l'énergie.

Une attention particulière doit être accordée au secteur électrique vu son rôle crucial dans la réussite de la politique d'accélération de la transition énergétique qui ne dépend que d'un seul fournisseur.

[7] Source : Tunisie bulletin de conjoncture : la banque mondiale. Printemps 2023.

Gaz naturel – Disponibilités et Demande en 2022

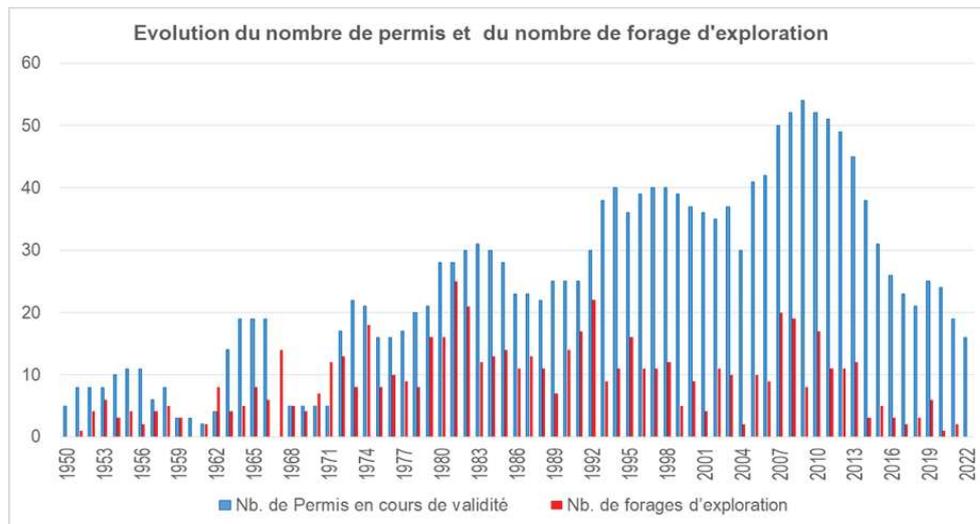


En 2022, la part des énergies renouvelables (hydraulique, éolienne et solaire) a été d'une proportion très faible, de l'ordre de 1,1% de la consommation d'énergie primaire.

• Exploration et production d'hydrocarbures

En 2022, la production d'hydrocarbures a baissé de 11% par rapport à 2021, de 29% par rapport à 2015 et de moitié par rapport à 2010. L'année 2022, a été marquée d'une part par l'attribution de deux permis et d'une concession, d'autre part la remise de 5 permis et de 3 concessions.

Il est important de noter l'absence de nouveaux forages d'exploration pour la première fois depuis 1960.



3. Les prix

L'année 2022 a été marquée par une flambée remarquable aussi bien au niveau du cours annuel moyen du baril de Brent, des cours mondiaux du pétrole brut et du gaz que du taux de change du dinar.

En effet, le cours annuel moyen du baril de Brent a été de 101,2 \$US contre 70,7 \$US en 2021. En outre, les cours mondiaux du pétrole brut et du gaz ont été très perturbés suite à la guerre en Ukraine. Enfin, le taux de change annuel moyen du dinar a été de 3,105 D/\$US, contre 2,793 D/\$US en 2021.

Le bilan de la situation montre clairement un déficit énergétique qui a été multiplié par 10 en l'espace de 9 ans avec une quasi-stabilité depuis 2020. Les réserves ne sont pas suffisantes vu le nombre de plus en plus réduit de forages d'exploration des hydrocarbures ces dernières années. Force est de constater que, le déficit pourrait atteindre 95% de la demande en 2035, si les ressources nationales et la demande énergétique continuent avec les mêmes proportions actuelles.

Par ailleurs, le mix énergétique est très peu diversifié avec une très forte dépendance au gaz naturel représentant 97 % de la consommation de l'électricité.

Les ressources en Tunisie ne couvrent qu'à peu près 1/3 de la demande, le complément provient de l'Algérie en importation ou en redevance. En outre, la production d'électricité qui dépend du gaz naturel, constitue la composante la plus vulnérable du secteur de l'énergie du pays.

Enfin, il est important de souligner le faible développement des énergies renouvelables et l'absence de nouveaux forages d'exploration. S'ajoute à ceci, la flambée croissante des prix à l'international qui alourdit la facture énergétique du pays.

III. Les conséquences du bilan énergétique

Le bilan énergétique en Tunisie est clairement marqué par un déficit. Cette situation a plusieurs conséquences sur différents niveaux. Nous nous focalisons successivement sur les volets suivants : la sécurité d'approvisionnement ; la soutenabilité économique et financière et l'impact sur les comptes de la Nation ; et la durabilité sociale et environnementale.

1. La sécurité de l'approvisionnement

D'abord, la Tunisie n'est pas dotée de capacité de stockage de sécurité du gaz naturel, ensuite la sécurité d'approvisionnement est très fortement tributaire de l'importation. À cet égard, il faut noter l'existence d'une seule source d'importation celle de l'Algérie et que l'Italie diminue les importations de gaz transitant par le Transmed. Cette situation pourrait être difficile en cas de rupture des chaînes d'approvisionnement du gaz et/ou d'électricité car il n'y aura pas d'autres alternatives envisageables.

En effet, pour l'électricité, les interconnexions au niveau des régions ne sont pas mises en place et il y a absence de convention d'assistance avec les pays voisins. Par ailleurs, il est important de noter que le contrat d'importation avec l'Algérie prendra fin en 2029 et elle peut ne plus fournir le gaz naturel et changer les conditions de vente.

En outre, la situation financière des entreprises publiques s'est fortement détériorée ces dernières années et peut affecter la continuité d'approvisionnement en énergie.

2. La soutenabilité économique et financière et l'impact sur les comptes de la Nation

La soutenabilité économique et financière du secteur de l'énergie est perçue sur plusieurs niveaux. D'abord, le déséquilibre de la balance des paiements est de plus en plus accentué à cause de la hausse des importations énergétiques et ensuite, l'état financier des opérateurs clés du secteur à savoir la STEG, la STIR et l'ETAP se détériore de plus en plus.

Par ailleurs, les prix à la consommation des carburants, de l'électricité, du gaz et du GPL155 restent inférieurs à leurs coûts de recouvrement. La montée des prix de l'énergie à l'échelle mondiale a mis, par conséquent, beaucoup de pression sur les subventions énergétiques et sur le budget de l'État Tunisien.

Les subventions sont très lourdes pour le pays ce qui compromet la viabilité des équilibres financiers intérieurs et extérieurs. En 2022, la subvention de l'énergie a atteint 7,6 milliards de dinars, en hausse de 130% par rapport à 2021 (soit 5,3% du PIB contre 2,6% en 2021).

En outre, l'état se trouve en difficulté et cumule des retards récurrents pour payer la STEG et la STIR pour les importations respectives de gaz et de pétrole. La STEG passe par une grande crise financière suite à la difficulté de l'état à couvrir les pertes liées aux subventions.

[8] Gaz de pétrole liquéfié

3. La durabilité sociale et environnementale

La situation des entreprises publiques aussi bien sociales que financières s'est beaucoup détériorée au cours des dernières années. En effet, les opérateurs publics aussi bien la STEG et la STIR, qui sont respectivement importateurs de gaz et de produits pétroliers, peuvent se trouver dans l'incapacité de régler les fournisseurs.

Par ailleurs, la STEG ne sera plus en mesure de maintenir la marge de sécurité du parc de production en cas d'incapacité de financement du programme d'équipement et de maintenance. En outre, la situation économique en Tunisie est très instable et présente un terrain qui favorise les grèves, les mouvements sociaux, les sabotages et les risques d'attentats. Le climat du pays est donc défavorable pour les investissements et la réalisation des projets.

III. Les nouvelles orientations et mesures à prendre

Cette situation critique du secteur de l'énergie en Tunisie nous amène à réfléchir aux possibilités de solutions pour y remédier. Le déficit énergétique pourrait donc être réduit principalement par deux voies : d'une part, par la baisse impérative de la demande d'énergie et d'autre part, par la répartition de l'offre qui doit être améliorée, tout en augmentant les ressources. Dans cette perspective, les nouvelles mesures de la stratégie énergétique reposent sur la satisfaction de la demande par forme d'énergie à moindre coût et ceci par le recours à des mesures et dispositifs institutionnels, réglementaires, organisationnels et financiers garantissant la sécurité énergétique.

Nous nous focalisons dans la présente étude sur les mesures portant sur :

- La maîtrise de la demande de l'énergie
- La diversification du Mix énergétique et la réduction des importations
- Les nouvelles explorations et l'investissement dans les ressources d'hydrocarbures
- Les réformes du système des subventions énergétiques

1. Maîtrise de la demande d'énergie

La maîtrise de la demande d'énergie consiste à réduire la consommation d'énergie primaire de 30% en 2030 et de 37% en 2035 dans tous les secteurs à savoir le transport, l'industrie, le bâtiment et le territorial.

Ces dernières années, le secteur du transport[9] était considéré comme le plus gros consommateur d'énergie en Tunisie. Avec 36% de l'énergie finale (90% pour le secteur routier) et 55% des produits pétroliers. Ce secteur présente un grand potentiel de réduction d'énergie évalué à 25% à l'horizon 2030. A cet égard, il est important de noter l'accord sur l'autorisation d'importation des voitures électriques qui pourrait permettre de réduire la consommation d'énergie fossile.

En second lieu, l'industrie a une consommation finale d'énergie de 30% et de produits pétroliers de 20%. Potentiellement, ce secteur permettrait d'économiser 32% d'énergie d'ici 2030, représentant 7% de plus par rapport au transport.

Par ailleurs, la totalité de la consommation du secteur du bâtiment est de 27% de la consommation finale d'énergie et peut augmenter dans les années à venir. Le potentiel de gain énergétique dans ce secteur est évalué à 56% à l'horizon 2030

[9] Principalement routier

Enfin, le secteur territorial est très fortement incité à faire des économies d'énergies et ceci via un soutien stratégique offert aux communes adhérentes au programme de gain d'énergie.

En effet, des mesures de réduction de l'énergie par secteur seront établies avec le potentiel de gain associé. En outre, une réglementation spécifique aussi bien pour les bâtiments publics que pour la construction des nouveaux bâtiments sera mise en place pour l'économie d'énergie.

En ce sens, l'ANME[10] élabore un programme national de maîtrise de l'énergie par la mise en place d'un cadre réglementaire et d'une série d'incitations financières et fiscales qui sont mises à jour régulièrement.

- **Le programme d'audit énergétique**

L'audit énergétique constitue la base de la politique de la maîtrise de l'énergie et consiste en un diagnostic de l'état de consommation d'énergie au niveau d'une institution. Des études et des contrôles sont mis en place, évaluant la performance énergétique de l'institution, constituant un moyen d'analyse des insuffisances pour élaborer des actions correctives.

L'audit est exigé pour le secteur industriel avec une consommation totale d'énergie supérieure ou égale à 800 tonnes équivalent pétrole (tep)/an. C'est aussi applicable au secteur tertiaire et au transport avec une consommation totale d'énergie supérieure ou égale à 500 tep/an. La validité de l'audit énergétique est de 5 ans.

- **Le programme d'Audit Énergétique sur Plan (AEP)**

Ce programme consiste en la réalisation de l'AEP et des expertises en efficacité énergétique des bâtiments dont la consommation totale d'énergie est supérieure ou égale à 200 tonnes équivalent pétrole.

[10] ANME : Agence Nationale pour la Maîtrise de l'Énergie

En effet, chaque établissement industriel dont la consommation totale d'énergie prévisionnelle supérieure ou égale à 800 tonnes équivalent pétrole (tep)/an sera dans l'obligation de faire une consultation préalable. Les sanctions des contrevenants varient entre 20 et 50 mille dinars vu l'obligation de l'audit.

2. La diversification du mix énergétique

Le mix énergétique est très peu diversifié en particulier celui du secteur électrique en soulignant une très forte dépendance au gaz naturel. Pour remédier à cette situation, la nouvelle stratégie vise à réduire la dépendance énergétique du pays à travers plusieurs mesures en particulier le développement des énergies renouvelables et l'accélération des projets d'efficacité énergétique. L'objectif pour la dépendance énergétique du pays est fixé à un niveau inférieur à 25% à l'horizon 2030.

- **La dépendance énergétique**

La dépendance énergétique soutenable est l'une des conditions fondamentales pour assurer la sécurité énergétique. Force est de constater qu'en 2021, la Tunisie a importé de l'Algérie 45 % du gaz naturel. Les fournisseurs du gaz naturel importé devraient être diversifiés pour pallier à la dépendance d'une seule source. En effet, la Tunisie est fortement exposée au risque de rupture de l'une des chaînes d'approvisionnement en énergie. Dans cette perspective, la STEG serait en charge, d'ici 2025, de la réalisation d'un terminal de GNL[11] pour importer le gaz liquéfié en plus du Transmed.

Il est aussi important d'améliorer le potentiel du Transmed et les connexions électriques avec l'Algérie et la Lybie moyennant une interconnexion électrique avec l'Italie. La liaison entre les réseaux électriques des pays ouest-méditerranéens est mise en service.

[11] Gaz Naturel Liquéfié : gaz naturel transformé sous forme liquide

Par ailleurs, le projet du gazoduc qui lie les gisements de la Lybie au réseau de transport tunisien est envisageable en fonction de la situation de la Lybie.

Le risque de discontinuité de l'énergie électrique, du gaz et des produits pétroliers pourrait être atténué par des possibilités de secours fiables. La Tunisie doit se doter d'un stockage géologique de gaz naturel et d'un terminal de GNL connecté à la région.

- **Le développement des énergies renouvelables**

Le gouvernement a mis en place un plan solaire depuis 2015[12] en s'engageant à faire augmenter la proportion des sources d'énergies renouvelables à hauteur de 30% à l'horizon 2030 qui a été porté à 35% en juin 2022. Ainsi, les énergies renouvelables devraient se substituer aux énergies fossiles et ceci par plusieurs voies.

Dans le cadre de ce plan, le chauffe-eau solaire devrait être généralisé pour tous les logements et nouveaux bâtiments civils. Ensuite, l'équipement des nouveaux bâtiments civils d'un chauffe-eau solaire doit être obligatoirement réglementé. Enfin, la conversion progressive des véhicules électriques à l'hydrogène-carburant doit être effective. En effet, la Tunisie devrait se doter d'une unité d'hydrogène-carburant issu des énergies renouvelables et à partir de 2028, un projet de bus à l'hydrogène-carburant sera mis en place.

Par ailleurs, le financement des projets en énergies renouvelables doit être favorisé avec l'intervention de l'État en optant pour les partenariats publics-privés avec des règles bien déterminées. En outre, le programme de développement des énergies renouvelables doit être confié à un groupe qualifié et responsable du suivi du programme des énergies éolienne et solaire.

[12] Le plan solaire a déjà été lancé en 2009 et repris en 2012

3. Les nouvelles explorations et l'investissement dans les ressources d'hydrocarbures

La relance des investissements privés du secteur énergétique est ralentie et il est important de noter que beaucoup d'investisseurs ont quitté le pays, ce qui a réduit les activités au plus bas.

La suppression des barrières administratives favorisera l'attraction des investissements privés relatifs aux activités de recherche et de toutes les filières de l'énergie. Une réglementation claire et la mise en place d'une bonne gouvernance au niveau des institutions publiques seront nécessaires pour la conduite des projets. Un réel partenariat public-privé entre l'ETAP et le privé est également nécessaire.

Il est aussi important de réduire les barrières à l'exploration du pétrole et du gaz de schiste pour améliorer la prospection des réserves tout en appuyant la politique de transition énergétique par des réformes structurelles permettant d'améliorer la soutenabilité financière du secteur.

Par ailleurs, il est recommandé de réviser la durée de validité des permis de recherche de 5 à 3 ans et mettre en activité 50 permis de recherche à partir de 2025.

4. La réforme du système de subventions énergétiques

La réforme du système de subventions énergétiques contribuera à réduire les coûts fiscaux, à rationaliser les importations, à améliorer la situation des entreprises publiques et favoriser la transition écologique. À juste titre, des réformes des subventions énergétiques ont déjà été entreprises par les précédents gouvernements mais elles n'ont malheureusement pas été achevées. En effet, après 2011, l'ajustement des prix des carburants pour ralentir toute hausse a été supprimé. Cette réforme n'a pas été intégralement appliquée en pratique et d'autres ajustements mensuels des prix ont été conçus en 2016 et n'ont pas pu voir le jour.

En 2022, suite à la hausse des prix internationaux de l'énergie, les prix à la consommation de l'électricité et du gaz[13], qui n'avaient pas évolué jusque-là, ont été réajustés à la hausse. Le gouvernement les avait augmenté seulement pour les plus gros consommateurs.

Force est de constater que la réforme doit limiter les incidences sur les catégories défavorisées. Dans cette perspective, une solution pourrait être envisageable en combinant l'augmentation des tarifs avec des transferts en cash. Par exemple, concernant le GPL, les distributions ciblées peuvent dédommager les ménages les plus modestes pour la perte des subventions. Pour ce qui est de l'électricité et du gaz, il peut être envisagé de maintenir des tarifs au plus bas pour les consommateurs à revenus faibles.

A moyen et long terme, il faut envisager progressivement la suppression totale des subventions de l'énergie, qui est un pilier important du programme établi entre le gouvernement et le FMI.

En outre, pour rehausser la solidité financière des entreprises, les réformes des subventions doivent être complétées par la restructuration financière et la modernisation des entreprises publiques de l'énergie. La STEG en est le meilleur exemple.

[13] À part le secteur du ciment, dont les prix ne sont plus subventionnés depuis 2014

V. Les contraintes et difficultés

Il est important de noter que la nouvelle stratégie énergétique est confrontée à plusieurs obstacles de différents ordres : techniques, réglementaires, financiers, économiques et de gouvernance.

Nous pouvons en citer quelques-uns :

- a. L'environnement fiscal fait défaut
- b. Les difficultés de mise en œuvre des énergies renouvelables et non conventionnelles
- c. Le contexte régional et international est incertain : les cours mondiaux sont à la hausse
- d. Les mouvements sociaux et grèves, responsables de fréquents arrêts de la production ou de la distribution des produits énergétiques
- e. Risque de sabotage
- f. La sécurité des pays voisins : influence directe sur l'approvisionnement
- g. Les risques de réduire les financements des projets de mise en valeur des ressources de pétrole et de gaz sont réels
- h. Le manque de prise de conscience du déficit énergétique avec la hausse de la consommation d'énergie plus rapide que la capacité énergétique.
- i. La lenteur et le retard dans le rythme d'implémentation des réformes économiques.
- j. La persistance des obstacles réglementaires à la croissance.

Nous pouvons envisager des mesures qui permettraient d'atténuer ces difficultés en améliorant la transparence, la simplification des procédures liées aux investissements, l'annonce de projets d'envergure, le partage des risques dans les projets, la flexibilité du réseau et le renforcement de la capacité du secteur public dans la mise en place du programme des énergies renouvelables.

Les nouvelles technologies et la digitalisation sont des points clés pour la résolution des problèmes. Par ailleurs, il est important de former les cadres et d'avoir des compétences orientées vers les métiers spécifiques.

Enfin, la sensibilisation et la prise de conscience de la situation énergétique au niveau des entreprises, écoles, universités... constituent aussi des points très importants pour l'amélioration de la situation.

Conclusion

Le bilan de la situation énergétique de la Tunisie montre clairement un déficit. En effet, le mix énergétique est peu diversifié avec une forte dépendance des importations vis-à-vis de l'Algérie. Il est aussi important de noter le faible développement des énergies renouvelables et la baisse de l'exploration des hydrocarbures.

Cette situation a de lourdes conséquences sur plusieurs volets. D'abord, la sécurité et la continuité d'approvisionnement énergétique sont fragilisées. Ensuite, le déséquilibre de la balance des paiements est de plus en plus accentué à cause des importations énergétiques et de l'état des opérateurs publics. En plus, la montée des prix mondiaux de l'énergie alourdit le poids des subventions sur le budget du pays. Enfin, la situation en Tunisie est très instable et peut être perturbée par les grèves, les mouvements sociaux, les contestations...

Du côté de la demande, la consommation d'énergie primaire doit être réduite de 30% en 2030 et de 37% en 2035 dans tous les secteurs. En ce sens, l'ANME a mis en place des incitations financières et fiscales.

Du côté de l'offre, le niveau de la dépendance énergétique doit être inférieur à 25% d'ici 2030. En ce sens, la STEG doit réaliser un terminal de GNL d'ici 2025 pour l'importation de gaz liquéfié. Il faut aussi améliorer, le potentiel du Transmed et les connexions électriques avec l'Algérie et la Lybie moyennant une interconnexion électrique avec l'Italie. En outre, il faut concevoir un stockage géologique de gaz naturel comme possibilité de secours. Par ailleurs, le contrat d'importation avec l'Algérie prendra fin en 2029 et il est important de réviser ses conditions et tarifs.

Par ailleurs, un plan solaire a été conçu depuis 2015 et il est basé sur la proportion d'énergies renouvelables à hauteur de 30% d'ici 2030, porté à 35% en 2022. On pourrait envisager des mesures comme l'obligation du chauffe-eau solaire pour tous les logements et nouveaux bâtiments civils.

En outre, la mise en place d'une bonne gouvernance au niveau des institutions publiques est fondamentale pour la conduite des projets en énergies renouvelables et en exploration d'hydrocarbures. En particulier, un réel partenariat public-privé entre les institutions doit être clarifié.

Il faut aussi réviser la durée de validité des permis de recherche de 5 à 3 ans et mettre en activité 50 permis de recherche à partir de 2025.

Concernant, les réformes de subventions énergétiques, une solution est envisageable consistant à combiner l'augmentation des tarifs avec l'attribution de transferts cash pour les catégories défavorisées. À moyen et long terme, il faut aussi envisager la suppression des subventions à l'énergie. S'ajoute à ceci, la restructuration financière et la modernisation des entreprises publiques de l'énergie qui doivent compléter les réformes des subventions.

GLOBAL INSTITUTE FOR TRANSITIONS

INSTITUT POUR LES TRANSITIONS

Les grandes lignes de la stratégie énergétique ont été conçues depuis quelques années mais sa mise en place reste bloquée par plusieurs obstacles, ce qui exige une refonte totale du système basé sur la transparence, la simplification des investissements, la mise en place du programme des énergies renouvelables. En ce sens, les nouvelles technologies et la digitalisation sont des outils pour la résolution des problèmes. Par ailleurs, il est nécessaire de former des cadres qualifiés aux différents métiers spécifiques. Enfin, la sensibilisation des citoyens à la situation énergétique, pour une véritable prise de conscience, constitue un enjeu majeur pour l'amélioration de l'état énergétique du pays

Références

1) ASSOCIATION TUNISIENNE DU PETROLE ET DU GAZ LES ANNALES DE L'ENERGIE 2022. Juin 2023

2) Bilan énergétique – 10 ans d'évolution : 2010-2019. Ministère de l'industrie, de l'énergie et des Mines. Direction générale des stratégies et de veille

3) BULLETIN DE CONJONCTURE : RÉFORMER LES SUBVENTIONS ÉNERGÉTIQUES POUR UNE ÉCONOMIE DURABLE Printemps 2023

4) Changement climatique et sécurité énergétique en Tunisie : Policy Paper publié à l'Économie Tunisienne 2023 GI4T sous la direction de Maher Gassab. Edition Nirvana.

<https://www.leaders.com.tn/article/24022-kamel-rekik-ce-samedi-au-cercle-keireddine-pour-debattre-des-defis-du-mix-energetique-en-tunisie>

<https://www.letunizien.com/2018/10/kamel-rekik-gaz-naturel-et-systeme-des.html>

LA SÉCURITÉ ÉNERGÉTIQUE DE LA TUNISIE A L'HORIZON 2030 EXECUTIVE SUMMARY. ITES

Stratégie énergétique de la Tunisie à l'horizon 2035. Synthèse. PNUD

Tunisie Bulletin de Conjoncture Economique Réformer les subventions énergétiques pour une économie durable Printemps 2023

.EUDIF (2022) : « Mapping de l'engagement de la diaspora Tunisie »
https://diasporafordevelopment.eu/wp-content/uploads/2020/09/CF_Tunisia_FR-v.3.pdf

.OCDE (2018), Talents à l'étranger : Une revue des émigrés tunisiens. Edition

.OCDE Paris. https://read.oecd-ilibrary.org/social-issues/migration-health/talents-a-l-etranger_9789264308855-fr

.Remit Scope(2023).Africa Report https://gfrid.org/wp-content/uploads/2023/06/RemitSCOPE_Africa_preliminary_release.pdf

.WMC (2023) : Diaspora : Tunisiens résidents à l'étranger. Hors série. Novembre 2022. https://img.tn/img/hors_series/WMC_HS_Diaspora.pdf



GLOBAL INSTITUTE
4 TRANSITIONS